

Les nouvelles démocraties d'Europe, l'Otan et la Russie

Václav Havel*

LE DISCOURS de Václav Havel à la conférence de Bratislava (10-12 mai 2001) avait une triple dimension : tchécoslovaque, centre européenne et transatlantique. D'abord la symbolique tchécoslovaque : Havel, à Bratislava, « paie sa dette » envers la Slovaquie en apportant son soutien au projet prioritaire du gouvernement de l'après-Meciar par l'un de ses discours les plus importants de ces dernières années. Il reçoit en échange une ovation debout des Slovaques à leur ancien président. Pendant un moment, on mesure la vanité des partitions hâtives et, en tout cas, la possibilité de les surmonter par un désir partagé d'Europe.

Au-delà des symboles, la conférence comme le discours de Havel furent avant tout un plaidoyer d'une Europe du centre-est démocratique pour l'élargissement de l'Otan et de l'Union européenne. À l'heure où les élites politiques d'Europe occidentale hésitent pour diverses raisons devant la perspective du double élargissement, le discours de Havel est en quelque sorte un retour aux sources, à ce qui paraissait évident au moment de l'effondrement d'un empire totalitaire en 1989 : la réunification de l'Europe autour de valeurs et de principes démocratiques partagés et le défi que cette priorité représente pour les deux institutions sur lesquelles tous les espoirs de l'« Autre Europe » se focalisent. Pourquoi l'accent mis par les organisateurs de la conférence de Bratislava et par Havel dans son discours sur l'élargissement de l'Otan ? D'abord, parce que, sans la sécurité, tout le reste (démocratie, redressement économique, développement de la coopération régionale) n'est que littérature. Les Européens du centre-est ont, pour des raisons historiques et géographiques aisées à comprendre, une perception sans

* Président de la République Tchèque. Cet article est la transcription d'une allocution prononcée à Bratislava le 11 mai 2001. Les intertitres sont de la rédaction.

doute plus inquiète des menaces qui pourraient peser demain sur leur sécurité. La seconde raison, c'est que l'autre élargissement, celui de l'Union européenne, est en panne ou avance tellement lentement que l'on préfère prendre un train qui avance. Ainsi, au printemps 1999, la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie intégraient l'Otan alors que leurs négociations avec l'UE ne faisaient que commencer. Dix ans après la chute du Mur, le rêve d'un « retour en Europe » se réalisait sous l'égide des États-Unis... Enfin, il y a une fenêtre d'opportunité et la nécessité dont parla Bronislaw Geremek à Bratislava de « mettre un terme à l'incertitude » ; ne pas s'éterniser dans un « no man's land » entre l'Est et l'Ouest : l'Otan cherche une nouvelle raison d'être, l'Europe centrale est démocratique et stable, la Russie est repliée sur elle-même et pas en état de s'opposer aux projets d'intégration dans les institutions occidentales. C'est sans doute par son analyse de la Russie que Havel semble consciemment le plus en porte à faux par rapport au consensus qui prévaut au sein de l'UE et qui pourrait (pour ne pas compromettre une relation cordiale avec Poutine qu'illustra sa prestation au sommet de l'UE en Suède au mois de mars) ne pas être favorable à l'élargissement de l'Otan. À quoi Havel aime à répondre par la question : la relation de l'Europe avec la Russie serait-elle meilleure si les trois pays d'Europe centrale n'avaient pas rejoint l'Otan il y a deux ans ? Dans son discours de Bratislava, il persiste et signe en préconisant l'élargissement aux trois pays baltes dont la transition démocratique est une incontestable réussite comparée aux voisins biélorusse, ukrainien ou moldave :

Il me paraît absurde que ce pays grand et puissant [la Russie] soit effrayé à l'idée que les trois petites républiques démocratiques à ses frontières puissent appartenir à un groupement régional qu'il ne commande pas, ou encore qu'il éprouve le besoin d'établir un cordon sanitaire.

La question balte et le rapport à la Russie semblent illustrer ce décalage entre les perceptions centre-européennes et ouest-européennes que Havel revendique au nom du « parler vrai » :

À la différence de nombreux hommes politiques occidentaux qui, en espérant obtenir paix et amitié avec la Russie, adoptent un comportement servile et hypocrite à son égard, je pense que l'intérêt véritable de l'amitié avec la Russie vaut qu'elle soit traitée d'égal à égal et qu'elle puisse entendre ses quatre vérités, aussi désagréables soient-elles.

Si personne ne reconnaît à la Russie un droit de veto sur les candidats à l'élargissement de l'Otan, il se peut que la « question russe » pèse sur l'ampleur du processus dans la mesure où elle serait aussi un facteur de la relation transatlantique. L'administration Bush a pour priorité stratégique son projet de bouclier spatial et la révision du traité ABM signé avec Moscou il y a près de trente ans. L'élargissement de

l'Otan est un objectif secondaire, qui pourrait être mis en avant en cas d'échec du premier objectif. Or, ce serait précisément de telles circonstances qui pourraient faire douter certains partenaires ouest-européens de l'opportunité d'un élargissement « audacieux ». C'est aussi cette crainte de voir l'Europe centrale passée par pertes et profits dans un différend euroaméricain sur la relation avec la Russie qui explique la substance et le ton du propos de Havel.

Le soutien aux Baltes fait partie, pour Havel comme pour les organisateurs de la conférence de Bratislava, d'une démarche plus générale marquée par la solidarité et la concertation des pays d'Europe centrale dans le processus d'élargissement. La déclaration commune adoptée à Bratislava par dix Premier ministres de l'Europe du centre-est illustre cette démarche concertée¹. Elle affirme aussi l'attachement à la relation transatlantique.

Nous considérons l'UE et l'Otan comme les deux piliers jumeaux euro-atlantiques. Ils ont joué un rôle clef dans la transition des nouvelles démocraties et dans l'intégration européenne. Nous considérons que l'Otan demeure le noyau de la sécurité transatlantique et de la stabilité européenne et que la dimension de sécurité de l'UE servira à renforcer les capacités de l'Otan. Ces institutions complémentaires représentent les fondations de la communauté euroatlantique et le cadre de sécurité sur lequel comptent nos nations.

De tels propos, à n'en pas douter, susciteront des interrogations diverses, surtout en France, où l'on met aujourd'hui plutôt l'accent sur une identité européenne qui se pose en s'opposant à « l'hyperpuissance » américaine. Mais ni le discours de Havel, ni la déclaration commune de (excusez du peu) dix Premier ministres de l'Europe du centre-est n'ont apparemment mérité une ligne dans la presse française. Cela en dit long sur le fossé qui se creuse et, en tout cas, sur l'absence de débat transeuropéen sur les finalités et les modalités des processus d'intégration. Le danger d'une telle situation, si elle devait se prolonger, est double. D'une part, l'érosion déjà perceptible du soutien aux processus d'élargissement de l'Otan et de l'UE dans les élites politiques comme dans l'opinion au sein des pays membres. D'autre part, la déception, la méfiance, le dépit qui pourraient s'installer en Europe du centre-est vis-à-vis des partenaires occidentaux et d'un projet dont ils seraient exclus.

Jacques Rupnik

1. Déclaration adoptée le 11 mai 2001 à Bratislava par les Premier ministres d'Albanie, Bulgarie, Croatie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

ON ENTEND souvent dire en République Tchèque – et sans doute aussi dans les autres pays du centre, de l'est ou du sud de l'Europe qui se sont affranchis du communisme – que nous appartenons ou voulons appartenir à l'Occident car nous en partageons les valeurs, que nous avons même contribué à les créer, avant d'être privés de cette appartenance occidentale, avec d'ailleurs le consentement tacite de l'Ouest. Or, ce dernier est sensé désormais tout faire pour que nous puissions rapidement revenir en son sein. Nous ne ressentons pas cela seulement comme un acte de bienséance envers nous. Car si l'Occident peut être soucieux de se racheter pour sa participation à ce partage ancien, il sert aussi ici ses propres intérêts, toute tentative de diviser l'Europe de façon permanente ne pouvant qu'avoir des conséquences tragiques dans l'avenir.

Pour préciser notre propos, il est nécessaire de revenir sur ce qu'on entend par la notion d'Occident. C'est une partie géographique bien délimitée de notre planète, ou plutôt une région que l'on pourrait qualifier d'euroatlantique ou d'euroaméricaine. Mais il y a une deuxième délimitation, tout aussi importante, voire plus importante que la première, qui repose sur les valeurs, sur la civilisation dite occidentale. Il existe en effet une histoire politique et économique commune à l'Occident, découlant d'un seul et même ensemble de sources spirituelles. À cela, vient s'ajouter une autre caractéristique. Grâce à sa civilisation et à la nature de son éthique, l'Occident a considérablement influencé, pendant de longs siècles, toutes les autres régions du monde pour enfin dessiner les contours de la présente civilisation planétaire. Il est indéniable que, tout au long de son histoire, il n'a cessé d'exporter aux quatre coins du monde, outre une quantité infinie d'excellentes choses, des valeurs souvent pour le moins contestables – depuis le principe de la liquidation violente des autres cultures ou de l'oppression des autres religions jusqu'au culte de l'expansion économique incessante, au mépris de ses conséquences. Mais l'Ouest approfondit et diffuse – ce qui est fondamental pour nous, surtout dans le contexte actuel – des principes politiques majeurs tel que l'État de droit, le respect des libertés, des droits inaliénables de l'homme et de sa dignité, le système politique démocratique, le pluralisme politique, la société civile et l'économie de marché. Il est évident que nombre d'autres pays se réclament des mêmes valeurs. Cependant, comme ils appartiennent géographiquement à d'autres parties du monde ou à d'autres continents, il n'est pas possible, pour ces seules raisons, de les désigner par la notion d'Occident.

En revanche, les pays postcommunistes européens font, de fait, partie intégrante de l'Occident de par leur histoire, leur culture, leurs valeurs, leur position géographique. C'est à juste titre qu'ils se consi-

dèrent arrachés à la communauté occidentale alors que leur place naturelle est en son sein. Jusqu'ici, il n'y a pas de problème et nul homme sage ne peut remettre en cause des choses aussi fondamentales. Et pourtant, en écoutant nos interminables discussions sur notre appartenance à cet Occident, sur l'orientation occidentale de notre politique et sur le devoir des institutions de l'Ouest telles que l'Otan ou l'UE de nous accepter au plus vite, je ressens souvent une gêne, voire un malaise.

Cherchant la raison de ce sentiment, je conclus qu'elle réside sans doute dans la connotation inavouée du jugement qui accompagne, ces dernières décennies, tout au moins dans notre contexte, les notions d'Est et d'Ouest. Le règne soviétique en URSS et dans tous ses satellites se distinguait par une violence primaire, spirituelle et physique, par l'ignorance, par une monumentalité vide de tout sens et par un retard intégral, exalté avec ferveur comme s'il s'agissait du progrès. Ces caractéristiques contrastaient tellement avec la civilisation et la prospérité de l'Ouest démocratique qu'obligatoirement, on avait tendance à identifier le Bien à l'Ouest et le Mal à l'Est. À la fois sciemment et inconsciemment, la notion d'Ouest est devenue synonyme d'épanouissement, de culture, de liberté et de justesse tandis que l'image de l'Est renvoyait à un retard généralisé, à l'autoritarisme obtus et à l'omniprésence de l'absurde. Ce sentiment implicite de la supériorité de l'Ouest et de l'infériorité de l'Est, aussi facile soit-il à expliquer historiquement par l'opposition entre la situation à l'Ouest et tout ce qui venait de Moscou, donc de l'Est, ne constitue pas pour autant un point de départ viable pour le nouvel aménagement du monde. Un espace délimité sur les plans géographique et culturel ne doit pas être perçu *a priori*, une fois pour toutes et par principe, comme supérieur à un autre.

Décentralisation et intégration régionale

« L'Occident » devrait, à mes yeux, redevenir une notion moralement neutre. À l'avenir, il ne devrait signifier ni plus ni moins qu'une région bien définie du monde actuel, à savoir une civilisation qui se distingue par son histoire, sa culture, une échelle de valeurs commune, un certain type de responsabilité vis-à-vis du reste du globe et par ses soucis spécifiques. La même chose vaudrait pour l'Est, malgré tous les problèmes profonds et manifestes qu'il connaît aujourd'hui.

Oui, tant que le mot « Est » conservera sa connotation péjorative et l'Occident son acceptation élogieuse, on aura du mal à édifier le nouvel ordre mondial, fondé sur l'égalité des régions. Il n'est pas honteux d'appartenir à l'Occident et il n'y a aucune raison de ne pas s'en récla-

mer. Qualifier un homme ou un pays d'occidental ne signifie pas automatiquement qu'il est « meilleur que les autres ». Et il devrait en être ainsi même pour les autres entités de ce monde. Il n'y a pas lieu d'avoir honte d'appartenir à l'une d'entre elles, tout comme une appartenance ne donne pas lieu à se considérer comme un être humain de meilleure espèce. Le respect des autres identités et la certitude qu'elles se valent toutes doivent accompagner la mise en place d'un ordre mondial pacifique et convivial, fondé sur le partage de quelques principes fondamentaux, éthiques ou relevant de la morale politique.

Le temps de la domination de l'homme blanc, de l'Européen, de l'Américain ou du chrétien sur la Terre entière est révolu. Nous entamons une ère nouvelle et il nous incombe de nous respecter les uns les autres et de chercher le Bien pour tous.

La chute du communisme – qui intervint plus brutalement qu'on ne l'aurait pensé – a entraîné la fin de la division bipolaire du monde. Celle-ci, comme il s'est avéré rapidement par la suite, occultait, tel un rideau opaque, la diversité multicolore du monde actuel. Une fois le rideau levé, nous nous sommes tous retrouvés face à face dans un monde foncièrement pluriculturel et multipolaire. Plus que ça : nous voici dans un monde qui n'a qu'un seul choix : comprendre, respecter et admettre sincèrement ce caractère multipolaire pour que s'établisse le mode nouveau de coexistence entre les hommes sur cette Terre.

Ce besoin devient encore plus pressant en raison de l'évolution récente, vertigineuse et hasardeuse de nos civilisations. La population mondiale ne cesse de croître tandis que les ressources non renouvelables diminuent rapidement. Le monde souffre de l'approfondissement des différences entre les nations riches et les pauvres. La seule civilisation globale, qui ceint le monde et lui impose les mêmes produits, les mêmes habitudes, modes de comportement ou de communication, nous rapproche, certes, mais provoque en réaction une montée de nationalismes, d'intégrismes, de fanatismes. Peu importe que ceux-ci soient ethniques, religieux, sociaux ou idéologiques. La révolution de l'information renforce l'interconnection globale des uns avec les autres, élimine la censure tout en donnant des opportunités inimaginables à l'homme irresponsable. Et l'on pourrait prolonger à l'infini l'énumération des ambiguïtés globales qui affectent la présente évolution de notre civilisation.

Les deux circonstances mentionnées, la fin de la division bipolaire du monde et le mouvement civilisateur appelé « mondialisation », nous amènent à une réflexion radicalement nouvelle sur le futur aménagement du monde.

Il me semble que cet aménagement aura pour caractéristique un épanouissement des regroupements régionaux auxquels les États-nations actuels transféreront une part toujours croissante de leurs

compétences. Ils seront d'ailleurs obligés de faire de même avec les échelons inférieurs : les diverses régions à l'intérieur du pays, leurs pouvoirs publics, les villes et communes, ainsi qu'avec nombre d'autres structures de la société civile. En fait, décentralisation et intégration devraient représenter les deux faces d'une même médaille, les plateaux équilibrés d'une seule balance. Cela n'aurait aucun sens d'affronter l'ambiguïté des pressions économiques mondiales et le mouvement général des civilisations par une politique de l'autruche, l'isolationnisme, le chauvinisme ou l'égoïsme. Au contraire, le meilleur moyen d'affronter ces défis est de traduire objectivement le sens de l'évolution mondiale. Les hommes et les nations se serrant les coudes feront face à tout ce qui est néfaste ou dangereux.

Ce que l'Otan doit devenir

L'Organisation du traité de l'Atlantique nord est une importante communauté régionale du monde d'aujourd'hui. Nous savons tous qu'elle a été fondée pour protéger le monde occidental contre l'expansionnisme soviétique et pour endiguer le communisme. Il y a longtemps qu'elle a accompli ce rôle. La guerre froide et le Pacte de Varsovie appartiennent à l'histoire. Aussi, beaucoup de personnes s'interrogent sur la finalité de l'Otan aujourd'hui.

Jadis, du temps du communisme, j'ai cru avec beaucoup d'autres – des dissidents au sein du bloc soviétique, mais aussi des hommes politiques de l'Ouest – qu'une fois le Pacte de Varsovie aboli et les efforts hégémoniques soviétiques brisés, l'Otan aurait perdu sa raison d'être. Elle aurait pu alors être dissoute à son tour afin que nous puissions chercher la voie conduisant à une nouvelle organisation de sécurité européenne, grâce aux efforts conjoints des démocraties occidentales et des pays postcommunistes, sur de nouvelles fondations, sans le poids du passé, donc de la guerre froide.

Et pourtant, pendant les jours de rupture vers la fin des années 1980, j'ai vite compris qu'une telle idée serait non seulement peu réaliste mais aussi coûteuse, peu pratique, voire dangereuse et ce, pour plusieurs raisons. La seule voie raisonnable était une transformation de l'Otan – en sa qualité d'organisation qui a fait ses preuves et qui fonctionne bien – et son élargissement progressif. Ce qui voulait dire que l'Otan ne devait pas se figer dans ses contours des années 1980 en se transformant en un club de vétérans de la guerre froide pendant le temps relativement long que demanderait inévitablement la construction d'une nouvelle institution, sauf à provoquer un vide sécuritaire dans tout l'espace euratlantique.

Sa vocation n'étant plus celle du temps de l'ancien équilibre stratégique, après la chute du rideau de fer et l'éclatement du communisme, l'Otan doit affronter d'autres dangers. À l'époque, elle avait un adversaire stratégique, puissant et visible. Aujourd'hui et surtout dans l'avenir, elle doit se préparer à assumer d'autres types de risques tels que les conflits locaux difficilement prévisibles, susceptibles de dégénérer en grande confrontation, les attaques inattendues au moyen des armes les plus sophistiquées en divers lieux, ainsi qu'une riche panoplie de menaces relevant à la fois du crime organisé, du terrorisme et de la guerre civile. Dans le même temps, elle sera obligée – et c'est d'ailleurs ce qui se passe déjà – d'assurer les fonctions de corps de la paix garantissant, de manière opérationnelle, une suspension de l'usage des armes dans les régions en conflit. La transformation et la modernisation de l'Otan et les exigences qu'entraîne l'élargissement imposent des mutations profondes. Celles-ci affectent aussi bien sa doctrine militaire, ses institutions et structures, que la nature de ses troupes, le mode de leur gestion, et impliquent aussi la mise en vedette d'autres systèmes d'armes.

Les derniers sommets de l'Otan et les documents qui y ont été adoptés vont dans ce sens et signalent qu'elle est consciente de cette évolution, ainsi que du caractère nouveau de sa vocation future. Elle l'a prouvé de façon tangible il y a deux ans, en acceptant en son sein trois membres nouveaux qui, avant la chute du communisme, étaient soumis à la domination soviétique en leur qualité de membres du Pacte de Varsovie. Cet élargissement était, à mes yeux, un acte à la puissante signification historique. C'était également la première preuve concrète du fait que l'Ouest était conscient des changements survenus avec la chute du rideau de fer et que ce rideau ne faisait plus office de frontière orientale.

Après avoir été l'instrument majeur de la défense du monde démocratique contre l'expansionnisme soviétique, l'Otan commence à se transformer en une organisation sécuritaire vraiment régionale, soit en l'une des nombreuses composantes du futur ordre mondial multipolaire. Autrement dit, l'Otan connaît son identité actuelle et le territoire qu'elle peut et doit concerner à terme en s'élargissant. L'espace que nous nommons Occident va de l'Alaska à Tallin et ce n'est pas un espace négligeable. Je me permets de vous signaler quand même que sa superficie est comparable à celle de l'État nommé Fédération de Russie. Pour ce qui est du nombre d'habitants, il est inférieur à celui d'un autre État appelé République populaire de Chine.

La paix, le partenariat et la coopération ne sont imaginables qu'entre ceux qui savent qui ils sont. Être conscient de sa propre identité est la condition première pour avoir de bonnes relations avec les autres. Si j'ignore qui je suis, qui je veux devenir, ce que je veux, où je m'arrête et où je commence, mes rapports avec le monde, avec

l'espace environnant, seront toujours tendus, pleins de suspicion, imprégnés de complexe d'infériorité ou dissimulés derrière une vantardise grandiloquente. Celui qui n'a pas réussi à mettre de l'ordre en son for intérieur ou chez lui essaie d'imposer ce qu'il pense être son idée de l'ordre aux autres. Tout manque de confiance en soi, toute incertitude à propos de sa propre identité engendre obligatoirement une méfiance à l'égard du monde entier, une inclination à prêter de mauvaises intentions aux autres et, en fin de compte, une agressivité qui peut dégénérer en invasion ou, tout au moins, en une domination imposée à ceux qui s'en passeraient bien.

À la différence du Mexique, de la Suède ou de l'Autriche qui ne sont pas membres de l'Otan tout en étant ses voisins, la Russie, pays incommensurablement plus vaste et puissant que les autres voisins de l'Otan, vit aux côtés de celle-ci dans un état d'inquiétude permanente et l'élargissement vers l'Est ne lui plaît guère.

J'estime qu'il y a deux raisons à cela. La première, c'est l'inertie de l'opinion générale héritée de l'époque soviétique, lorsque le système totalitaire et ses mass médias présentaient l'Otan comme l'ennemi principal des soviets. Et ils n'avaient pas tout à fait tort. Certes, il est vrai que l'Otan n'avait aucune intention d'agresser la Russie, et elle n'était pas davantage disposée à aider les pays européens vivant sous la botte de leur prétendu allié soviétique qui les avait insidieusement envahis. Mais elle ne cachait ni son intention d'endiguer le communisme, ni que l'Union soviétique était devenue son adversaire stratégique. Aujourd'hui, tout a changé. L'URSS et le Pacte de Varsovie n'existent plus, l'Otan a une autre mission que celle du temps de la guerre froide et veut devenir un partenaire de la Russie – mais il semble que la Russie n'a pas reçu ou pas enregistré le message. Cette situation peut changer, espérons-le, à condition que les nouveaux dirigeants de la Russie préfèrent la réalité au populisme, le bon sens à l'appel aux passions nationalistes, la recherche des amis à la recherche des ennemis et l'édification d'une société démocratique ouverte à la préservation des ressentiments de l'ère soviétique.

Plus grave que la première est, à mes yeux, la deuxième raison de l'aversion russe à l'égard de l'Otan. Il s'agit du problème de l'identité russe ou de la conception que la Russie a d'elle-même.

Les rapports de l'Otan et de la Russie

Il me semble que, malgré le progrès sans précédent qu'elle a enregistré en matière de démocratie et d'économie de marché, la Russie est toujours aux prises avec le problème qui, autant que je sache, a été le sien tout au long de son histoire. C'est-à-dire la question de ses

débuts et de sa fin, de ce qui lui appartient et de ce qui ne lui appartient plus, de savoir où elle doit appliquer son influence décisive et où elle ne peut plus le faire. L'assurance naturelle propre à celui qui est sûr de son identité, donc de ses limites, se voit remplacée ici par le discours grandiloquent aux accents impérialistes et nationalistes d'un Jirinovski, qui, sous une forme plus subtile, se fait entendre à une échelle beaucoup plus grande en Russie. Il me semble presque absurde que ce pays, grand et puissant, soit effrayé à l'idée que les trois petites républiques démocratiques à ses frontières puissent appartenir à un groupement régional qu'il ne commande pas, ou encore qu'il éprouve le besoin d'établir un cordon sanitaire. Tout cela, de surcroît, au moment où des centaines de fusées transcontinentales peuvent détruire Moscou depuis le Nevada, ou New York depuis l'Oural.

Vous comprenez sans doute qu'en disant tout cela, je ne suis animé ni de rancune, ni de dédain ou de crainte à l'égard de la Russie. J'essaie tout simplement d'être sincère, d'appeler les choses par leur nom et de montrer mon souci d'une bonne coexistence amicale. Peut-on imaginer une amitié sans sincérité ?

À la différence de nombreux hommes politiques occidentaux qui, en espérant obtenir paix et amitié avec la Russie, adoptent un comportement servile et hypocrite à son égard, je pense que l'intérêt véritable de l'amitié avec la Russie vaut qu'elle soit traitée d'égal à égal et qu'elle puisse entendre ses quatre vérités, aussi désagréables soient-elles. Je suis intimement convaincu que la Russie ne mérite pas qu'on la traite en lépreuse, en handicapée ou en enfant qui demande un traitement particulier et dont les caprices, même les plus dangereux, doivent être compris ou tolérés. Une telle attitude n'est d'aucune aide à la Russie. Non seulement elle est vexante, mais elle la confirme dans ses chimères ou ses manigances. Les résultats des hommes politiques occidentaux qui ont ainsi glissé sur la pente du compromis sans perspectives risquent par ailleurs de se révéler bien maigres.

Bien sûr, la Russie est à la recherche d'elle-même, de son identité, de sa position dans le monde contemporain, de sa façon d'être. Cette recherche peut être longue. Ce n'est pas une raison pour marcher sur la pointe des pieds autour d'elle. Toutes les régions du monde actuel connaissent leurs problèmes : la Russie, bien sûr, et sa conception d'elle-même, mais aussi l'Afrique, sa misère, sa famine et ses guerres tribales par exemple. L'Occident lui-même est confronté au dilemme de savoir s'il laissera la civilisation qu'il a donnée, voire imposée au monde, se détruire en l'espace de quelques générations ou bien s'il trouvera, quelque part au fond de sa conscience, les ressources lui permettant de reformuler sa responsabilité envers ce monde.

Il ne s'agit pas de nous reprocher quoi que ce soit les uns aux autres. Mais nous devrions tous être en mesure de nous parler ouvertement. Quel devrait donc être, dans l'avenir, le rapport entre l'Otan et la Russie ? Parfois, nous entendons dire que la Russie devrait se voir proposer son accession à l'Otan, faute de quoi ce serait la preuve d'un comportement discriminatoire à son égard. J'ai du mal à imaginer la Russie comme membre de l'Otan. Mais surtout, je pense qu'une telle éventualité ne contribuerait à rien de bon.

La Russie est une énorme puissance eurasiatique qui continuera toujours de jouer un rôle spécifique dans la politique mondiale. Une partie de la Russie se trouve en Europe et sa richesse spirituelle a toujours énormément influencé le reste de l'Europe. Et celle-ci, par contre, a toujours considérablement influencé la Russie. Mais cela ne veut pas dire pour autant que, en conséquence, la Russie devrait être incorporée à la région que nous appelons l'Occident. Non pas qu'elle soit inférieure mais tout simplement parce que la structuration moderne du monde, fondée sur une coopération entre des régions bien délimitées ou des entités dotées d'un passé historique, perdrait tout son sens. Tout pourrait s'étendre à l'infini, tout équilibre serait brisé, toute organisation pourrait se transformer en une myriade de répliques complètement dénaturées et sans aucun potentiel d'action de l'Organisation des Nations unies. Il est assez de lieux qui se prêtent à la discussion des plus puissants, Russie comprise – depuis le Conseil de Sécurité de l'ONU jusqu'à l'OSCE. Il est de même suffisamment d'espaces, tel le Conseil de l'Europe, au sein desquels la voix de la Russie participe d'une polyphonie, large et sincère. Mais la tentative quelque peu désespérée d'intégrer les uns avec les autres et à tout prix ne peut conduire, en fin de compte, qu'à la confusion et à la destruction. Seule une négociation d'égal à égal entre des acteurs nettement définis et identifiables constitue la voie véritable conduisant à la paix. Par le passé, ne sont-ce pas en effet les « contours flous », les confins indéfinis, qui ont fait se déclencher les guerres ?

Il existe l'Acte fondateur, qui met en place pour l'Otan et la Russie les conditions d'une authentique coopération entre partenaires égaux. Je crois que c'est la bonne voie, bien qu'elle ait été peu exploitée jusqu'ici. Cette solution est plus appropriée à la situation générale et à la répartition générale des forces et aussi plus digne de la Russie. De fait, elle y est, à juste titre, placée au même niveau que la communauté des dix-neuf pays membres de l'Otan.

Les frontières entre les différents acteurs et communautés régionales sont un sujet lié à la très importante question de l'extrémité orientale de l'Occident. Cette question pose le problème de l'éventuelle frontière orientale de l'Otan, qui est aussi celle de la possible adhésion des trois pays baltes. C'est, en fin de compte, la question principale qui se pose dans les relations entre l'Otan et la Russie.

Pour le moment, on dirait que la Biélorussie ne manifeste pas beaucoup d'intérêt pour l'Otan. Quant à elle, l'Ukraine verrait, semble-t-il, son avenir dans une position indépendante, garantie par des traités avec l'Otan et avec la Russie.

Les pays baltes, eux, revendiquent clairement leur appartenance géographique, mais surtout historique et culturelle, à l'Occident. Ainsi souhaitent-ils ardemment adhérer à l'Otan. On sait qu'ils ont été, avant la guerre, des États indépendants et que l'Union soviétique les a annexés de force grâce au pacte criminel Ribbentrop-Molotov. Je ne vois pas pourquoi on ne proposerait pas très prochainement l'accession de ces trois pays libres aux structures de l'Otan, d'autant qu'ils s'y préparent énergiquement. Reculer devant les intérêts géopolitiques, géostratégiques de la Russie alors qu'il ne s'agit peut-être que d'une question de prestige serait, en l'occurrence, la pire des choses pour l'Otan. Cela signifierait revenir au pacte Ribbentrop-Molotov, reconnaître sa légitimité et aussi celle du droit de la Russie à se ceindre d'un cordon sanitaire, ou encore de la prétendue zone d'intérêt nommée euphémiquement « étranger proche ». Bref, cela reviendrait à reconnaître l'ancien principe de la division du monde et des nations sans égard pour leur volonté. En agissant de cette manière, on renierait l'idée du traité de Washington, acte fondateur de l'Otan, selon laquelle les pays démocratiques de l'espace euratlantique ont le droit de choisir librement la façon dont ils veulent défendre leur liberté. Et s'ils optent pour une défense collective, l'Otan doit leur ouvrir ses portes.

Il ne reste pas beaucoup de temps : tout ajournement rend plus difficile l'adhésion de ces pays. Aussi, j'estime qu'ils doivent être invités à participer aux processus d'adhésion lors du prochain sommet de l'Otan à Prague. Une raison supplémentaire plaide en faveur d'une telle approche : ne pas inviter ces États par égard pour les sentiments ou réflexions stratégiques du Kremlin suggérerait que la peur de la Russie devant l'élargissement de l'Otan aux trois pays baltes est bien fondée. Or, il est bien entendu faux que l'Otan nourrisse à l'égard de la Russie des desseins agressifs ou impérialistes.

Prague, prochain sommet de l'Otan

Comme vous le savez, à l'été 1991 a été abrogé à Prague le traité instituant le pacte de Varsovie, instrument de domination soviétique sur une grosse partie de l'Europe. Il est extraordinaire que la grande boucle historique puisse se refermer maintenant : Prague, qui récemment encore se trouvait derrière le rideau de fer, devient hôte du prochain sommet de l'Otan. Je crois que Prague, cette ancienne croisée des chemins de l'histoire européenne tantôt amère, tantôt promet-

teuse, mérite ce grand honneur. Il y a dix ans, elle a été le théâtre de l'éclatement définitif de l'aménagement bipolaire du monde, obscur produit de la violence impérialiste du communisme stalinien. Et je crois que l'ordre profond des choses veut qu'elle devienne, l'année prochaine, l'endroit où sera définitivement confirmé un nouvel ordre, fondé sur la libre volonté des nations. C'est seulement lors de ce prochain sommet que l'on verra, dans un certain sens, l'éclatement définitif du rideau de fer puisqu'il subsiste jusqu'à présent sous forme d'une ombre psychologique.

Il est bon que le sommet se tienne à Prague, non pour le simple fait qu'elle le mérite ou bien que cette capitale attirera sur elle, pour quelques jours, l'attention du monde, mais parce que les raisons de ce choix sont profondes et multiples.

1) En organisant sa rencontre au sommet dans un nouveau pays membre, l'Otan démontre clairement que les Alliés ne nous considèrent pas seulement comme un appendice imposé ou l'un des pays admis plutôt par politesse. Je pense que cela signifie qu'on nous considère – et je parle ici pour les trois nouveaux membres – pour des Alliés à part entière, fiables et crédibles. Ce qui n'est pas uniquement un honneur mais encore et surtout un engagement.

2) Si, deux ans après son premier élargissement au-delà de la ligne de l'ancien rideau de fer, l'Otan prend la décision d'organiser son prochain sommet de l'autre côté du rideau, elle montre clairement qu'elle prend au sérieux la construction du nouvel ordre mondial. Malgré toutes les douleurs et problèmes d'accouchement, y compris les complications inévitables accompagnant l'accession de pays qui avaient fait partie d'un bloc militaire d'une tout autre conception, elle a le courage de s'engager dans une direction nouvelle. Bref, l'Otan fait comprendre, par ce choix, qu'elle se transforme radicalement pour devenir tout à fait autre chose que ce qu'elle a été jusque-là.

3) Je n'arrive pas à imaginer qu'une réunion au sommet de l'Otan ait lieu à Prague sans que l'Otan y invite d'autres postulants. La tenue à Prague de cette rencontre est un engagement implicite pour le futur élargissement, une nouvelle preuve que le principe « de la porte ouverte » n'est pas un cliché vide de sens.

4) Si le sommet de l'Otan se tient sur le territoire d'un ancien satellite soviétique, un message clair sera lancé à la Russie. Ce message devrait être le suivant : en sa qualité de communauté régionale, l'Otan est prête pour une collaboration multilatérale avec la Russie considérée comme un partenaire égal. La Russie doit comprendre enfin que la mission de l'Otan n'est pas de la menacer et si l'Otan s'approche de ses frontières, c'est pour y apporter stabilité, sécurité, démocratie et haute culture politique, ce qui est l'intérêt vital de la Russie.

Le sommet de Prague pourrait encourager ainsi, de la part de l'Otan, une expression plus nette de son identité. Mais il pourrait devenir en outre un appel à une meilleure compréhension de la Russie par elle-même. Compréhension de son identité, de ses relations avec les autres, pour que sa politique reflète enfin l'aplomb de celui qui, n'étant pas torturé par des doutes au sujet de lui-même, n'a aucune raison de se chercher des ennemis illusoires sur lesquels rejeter la faute de son manque d'assurance.

Si tout cela réussit, le sommet de Prague pourrait poser un important jalon dans la recherche du nouvel ordre mondial. Un ordre fondé sur le respect mutuel entre les parties égales de la civilisation mondiale contemporaine, sur le respect commun pour les bons côtés de cette même civilisation et sur la volonté commune de ces parties égales de lutter contre tout ce qui compromet un avenir meilleur pour l'humanité.

Pour l'heure, rien n'est encore certain quant au nombre des États et au nom des postulants qui seront invités au sommet de Prague. La discussion qui s'engage sera vraisemblablement menée jusqu'au dernier moment. Parmi tous les facteurs imaginables susceptibles d'influencer la décision finale, je devrais en mentionner deux.

Le premier, c'est l'état de préparation des différents pays candidats. Ils savent tous ce qu'ils ont à faire en matière de transformation de l'armée. Mais ils savent aussi que seront considérés, de façon plus large, l'épanouissement de la démocratie, un soutien plus grand des citoyens à l'accession et leur volonté de prendre part à la défense de leurs futurs alliés.

Le deuxième facteur tiendra à la capacité de nous autres, trois membres récents, de faire nos preuves. La vitesse à laquelle seront transformées les mentalités en matière de défense, la vitesse et la méthode de l'édification de l'armée sur les principes nouveaux – incluant modernisation, restructuration et réarmement –, la capacité d'accepter les normes et la culture militaire communes, mais sans doute surtout notre fiabilité, crédibilité et loyauté seront autant d'éléments qui joueront leur rôle. En sa qualité d'organisation très démocratique, l'Otan permet l'affrontement de plusieurs opinions libres lors de la recherche d'une approche commune. Mais une fois la décision prise, il faut la respecter sans la boycotter. Ceci vaut pour toutes les organisations démocratiques, d'autant plus pour une alliance qui se porte garante de la sécurité de beaucoup de personnes, de beaucoup de nations.

Le plus grand nombre de spéculations touchent la question des candidats au prochain élargissement de l'Otan. Tous devraient avoir la certitude qu'un jour, ce sera leur tour, qu'il n'existe aucun égard politique caché pour les intérêts d'un tiers et que l'Otan n'a pas peur d'aller au-delà de ses frontières actuelles.

S'il n'y a pas de renversement tragique en Slovaquie qui est notre hôte, et je suis convaincu qu'il n'en sera rien, elle a, à mes yeux, une grande chance d'être invitée à Prague, de concert avec la Slovénie, à adhérer à l'Otan. Je peux vous assurer que la République Tchèque apportera tout son soutien à cette démarche. J'estime – et je vous ai expliqué pourquoi – que les trois pays baltes devraient être également invités. Bien évidemment, nos amis bulgares et roumains, tout comme les autres candidats, sont eux aussi en lice.

L'invitation à l'accession ne veut pas dire adhésion immédiate. Nous avons mis deux ans pour devenir membres de l'Otan. Cette période peut se prolonger. Il est possible que l'invitation soit adressée à un nombre plus grand de pays qui deviendront membres de l'Otan progressivement.

Il y a, bien sûr, d'autres scénarios possibles. La question reste ouverte. Une chose est sûre : l'Otan devient, outre un important pilier de la sécurité internationale, une partie viable, intelligible et crédible de la construction du futur ordre mondial et un exemple de défense solidaire des libertés humaines. Il serait formidable que nous puissions vivre avec elle ou en son sein la fin de l'ère de la division forcée du monde et celle de l'oppression de l'homme dans notre région. Plus que cela, il serait formidable que son rayonnement positif concoure à réduire les souffrances collectives ou le nombre de victimes de violence sur cette Terre.

De nombreux pays européens, la République Tchèque comprise, tiennent leur première chance réelle dans l'histoire de se voir nanter d'une excellente garantie de liberté par leur adhésion de plein gré à une alliance solide et en s'engageant à participer à la défense commune des valeurs partagées.

Václav Havel
(Traduit du tchèque)